De Johannesburg Ã Kyoto : les enjeux

Dossier de
 Martine LE BEC et Nicole MARI
August 2002

Johannesburg, septembre 2002 - Tous les commentaires avec aussi un historique du processus international engagÃ© sur l'eau et nos entretiens avec : Olivier Jacoulet (Amnesty International), Najib Zerouali, ministre de l'Ã‰ducation et de la Recherche (Maroc), Matoug Mohamed Matoug, prÃ©sident du Conseil national scientifique (Libye),Â GÃ©rard Chetboun, vice-prÃ©sident de Tams, Bernard Collignon, directeur de Hydroconseil, et Chedli Fezzani, secrÃ©taire exÃ©cutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel. H2o septembre 2002.

De Johannesburg Ã Kyoto : les enjeux

Â

par Martine LE BEC-CABON

Â

C'est Ã l'arrachÃ© et finalement contre d'importantes concessions sur le dossier de l'Ã©nergie que l'objectif Eau - initiÃ© par la DÃ©claration du MillÃ©naire des Nations Unies - aura Ã©tÃ© confirmÃ© Ã Johannesburg, Ã savoir rÃ©duire de moitiÃ©, d'ici A proportion de personnes qui n'ont pas accÃ¨s Ã l'eau. Dixit l'objectif Assainissement - initiÃ© par la ConfÃ©rence ministÃ©rielle de Bonn, et qui visait Ã rÃ©duire pareillement de moitiÃ© le nombre de gens ne disposant pas d'installation d'assainissement ; l'assainissement redevient un "besoin fondamental", au mÃªme titre que l'eau, l'Ã©nergie, la santÃ©, la sÃ©curitÃ© alimentaire ou la protection de la biodiversitÃ©, mais sans objectif chiffrÃ©. Dixit aussi - comme on s'y attendait - du concept du droit Ã l'eau.

Nombreux sont ceux qui avaient sincÃ¨rement imaginÃ© que Johannesburg allait plancher sur les actions Ã mettre en oeuvre pour rÃ©aliser les deux objectifs de la DÃ©claration du MillÃ©naire et de la ConfÃ©rence de Bonn. Le Plan se contentera d'encourager "des partenariats entre les secteurs public et privÃ© fondÃ©s sur des cadres rÃ©glementaires Ã©tablis par les gouvernements". C'est le fameux PPP - partenariat public privÃ© - par ailleurs si dÃ©criÃ© par certains et - qui plus est - ici dÃ©fini dans des termes on ne peut plus "accomodants" pour tous, responsables publics, financiers et industriels.

Â

PPP : partenariat public-privÃ©

une solution qui laissera "en carafe" plusieurs milliards d'Ãªtres humains

Le calcul est simple :

- actuellement 1,1 milliard (voire 1,3 milliard) de gens n'ont pas d'accÃ¨s Ã l'eau potable ; "si rien n'est fait", ils seront 2 ou 3 milliards d'ici 25 ans", dÃ©clarait en substance GÃ©rard Mestrallet, P-Dg de Suez, interviewÃ© par Richard Arzt, journaliste Ã RTL, le 23 aoÃ»t 2002 (texte de l'interview). Il s'agit mÃªme d'une hyptothÃ¨se basse, alors que les experts

estiment aujourd'hui que 55 % de la population mondiale souffrira d'un stress hydrique grave d'ici 2032, date anniversaire du Sommet de Rio, soit 4,5 et quelques milliards de personnes sur une population mondiale qui s'Ã©lÃ¨vera alors entre 8,2 et 9,5 milliards d'habitants (sources : rapport GEO-3 du Programme des Nations Unies et statistiques du US Census Bureau) ;

- actuellement aussi, si le secteur privÃ© - si soupÃ§onnÃ© d'ambitions dÃ©mesurÃ©es - ne dessert en eau potable que 5 % d la population mondiale, son ambition rÃ©elle ne s'Ã©tire guÃ¨re au-delÃ des 15 ou 20 % (estimations avancÃ©es par Daniel Marcovitch, parlementaire franÃ§ais, rapporteur de la loi sur l'eau, Ã l'occasion de l'UniversitÃ© de l'Eau de CrÃ©teil, et confirmÃ©es par GÃ©rard Payen, Dg de Suez, invitÃ© au dÃ©bat - voir le compte rendu de H2O : UniversitÃ© de l'eau - dÃ©ba bataille de l'eau, en ligne depuis mais 2002) ;

- Ã supposer que le PPP puisse s'appliquer Ã l'ensemble de la population mondiale, indÃ©pendamment d'une quelconque situation "privilÃ©giÃ©e" - hypothÃ¨se fort improbable - ; Ã supposer aussi que le PPP puisse s'Ã©tendre Ã des micro-entreprises locales... Dans tous les cas, on peut objectivement estimer que ce sont entre 2,5 et 3,5 milliards de personnes - soit la moitiÃ© de la population mondiale actuelle - qui souffriront d'ici 2032 d'un vÃ©ritable "abandon".

Sans remettre en cause le bien-fondÃ© ou non de ce fameux PPP, les dÃ©cideurs internationaux peuvent-ils se limiter Ã l'Ã©bauche d'une solution qui objectivement Ã toutes les chances de s'avÃ¨rer Ã moyen-terme trÃ¨s insuffisante ? Pierre Kohler, ministre de l'Environnement du canton du Jura suisse a fait part de son sentiment de honte. "PrÃ¨s de 200 confÃ©rences ont Ã©tÃ© consacrÃ©es Ã l'eau sans qu'il en sorte des plans d'actions concrets", a-t-il confiÃ© au quotidien LibÃ©ration Ã l'issue de la sixiÃ¨me sÃ©ance plÃ©niÃ¨re du Sommet. "Il faut que le sujet fasse l'objet d'un vrai dÃ©bat politique mondial, comme pour le climat ou la biodiversitÃ©. Or on reste incapable de confier la gestion de l'eau Ã une institution internationale. C'est toujours le mÃªme show, qui fait de nous les complices d'envolÃ©es lyriques. Peut-Ãªtre que, finalement, les responsables politiques et Ã©conomiques ne s'intÃ©ressent qu'Ã l'aspect financier de l'eau."

11 milliards de dollars d'investissements annuels contre 180 milliards qui seraient nÃ©cessaires - sur environ 10 ans

Comme l'a rappelÃ© Gourisankar Gosh, du Conseil pour l'assainissement et l'approvisionnement en eau, les besoins de financement peuvent Ãªtre estimÃ©s Ã 180 milliards de dollars par an, alors que seulement 11 milliards par an sont actuellement consacrÃ©s Ã l'eau et Ã l'assainissement (soit l'Ã©quivalent des dÃ©penses chaque annÃ©e consacrÃ©es en Eu Ã l'achat... de crÃ¨mes glacÃ©es). Rappelant que dans la plupart des pays, les riches ont accÃ¨s le plus souvent Ã une eau subventionnÃ©e, il a Ã©valuÃ© l'investissement moyen par habitant dans le monde en dÃ©veloppement Ã une fourchette allan de 5 Ã 20 dollars en fonction de la particularitÃ© des pays (le nombre d'habitants et la facilitÃ© d'accÃ¨s Ã l'eau).

Qui va alors payer pour les plus pauvres ?

Il ne reste qu'Ã espÃ©rer au moins un dÃ©but de rÃ©ponse au prochain Forum mondial de l'eau. Le Conseil mondial de l'eau et le Partenariat mondial (Global Water Partnership) ont en tout cas lancÃ© une discussion sur le Virtual Water Forum (worldwaterforum.org / session "Financing water services for the poor" avec James Winpenny et Daniel Valensuela comme modÃ©rateurs). Toutes vos suggestions sont les bienvenues.

C'est aussi Ã chacun de faire en sorte - que face Ã l'Ã©vidente dÃ©faillance des gouvernements - le jeu dÃ©mocratique proposÃ© ne se transforme pas en marchÃ© de dupes. .

Â

1972-2002 : trente annÃ©es de rendez-vous internationaux

Â

synthÃ¨se par Martine LE BEC-CABON

H2o - juillet 2002

Â

Face aux inÃ©galitÃ©s d'accÃ¨s et aux risques croissants d'Ã©puisement des ressources en eau, de multiples rencontres internationales se sont tenues depuis la fin des annÃ©es 1970 qui, si elles n'ont souvent rÃ©ussi qu'Ã limiter les dÃ©gÃ¢ts, ont nÃ©anmoins permis de prendre conscience de la complexitÃ© des enjeux, et en particulier de la nÃ©cessitÃ© de dÃ©velopper une "vision mondiale de l'eau".Â

Â

1977

ConfÃ©rence de Mar del Plata

Des experts lancent les premiers cris d'alarme Ã la ConfÃ©rence internationale sur l'eau que les Nations Unies organisent Ã Mar del Plata (Argentine). Cent cinquante nations sont reprÃ©sentÃ©es et cette confÃ©rence initie la DÃ©cennie pour l'eau potable et l'assainissement - DIEPA.

1981-1990

DÃ©cennie de l'eau potable et de l'assainissement

La DIEPA visait mettre en place, avant 1990, une eau potable accessible Ã chacun en quantitÃ© et qualitÃ© suffisantes ainsi que des structures de base. Les rÃ©sultats de cette dÃ©cennie seront bien en-deÃ§Ã des espÃ©rances. Les besoins financiers ont Ã©tÃ© sous-estimÃ©s. La crise Ã©conomique et l'accroissement accÃ©lÃ©rÃ© de la population ont compliquÃ© la situation DIEPA n'a rÃ©ussi qu'Ã limiter l'accroissement des besoins dÃ» Ã l'accroissement dÃ©mographique. Elle a obtenu des amÃ©liorations en milieu rural, mais n'a pas fait face Ã l'urbanisation galopante de cette pÃ©riode. Le principal avantage obtenu par cette DÃ©cennie est d'avoir fait prendre conscience de la complexitÃ© des projets concernant l'eau.

Â 06-1990

Consultation de New Delhi

Des centaines d'associations soucieuses d'une plus juste rÃ©partition de l'eau signent la Charte de MontrÃ©al qui proclame le droit d'accÃ¨s Ã l'eau potable comme un droit fondamental de l'homme. "L'accÃ¨s Ã l'eau Ã©tant une condition fondamentale de survie, nous affirmons que toute personne a le droit d'avoir accÃ¨s Ã l'eau en quantitÃ© suffisante afin d'assurer ses besoins essentiels. Par consÃ©quent, prioritÃ© doit Ãªtre donnÃ©e au milliard et demi de personnes qui n'ont pas encore accÃ¨s Ã l'eau potable. Le droit Ã l'eau et Ã l'assainissement est indissociable des autres droits de la personne".

Â 09-1990
Consultation de New Delhi

Le comitÃ© directeur de la DIEPA et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le dÃ©veloppement), organisent la Consultation mondiale sur l'eau potable et l'assainissement Ã laquelle participent cent cinquante-cinq pays. Cette conférence prend acte de l'impossibilitÃ© de couvrir les besoins en eau de toute la population s'il n'y a pas de participation financiÃ¨re des usagers. L'eau ne peut plus Ãªtre considÃ©rÃ©e comme un bien gratuit. L'eau a un coÃ»t Ã©conomique et social. Les usagers doivent participer financiÃ¨rement Ã ce service. Cette confÃ©rence met en place un programme "Eau salubre 2000" dont l'objectif est de permettre un accÃ¨s Ã l'eau potable pour tous Ã l'aube du troisiÃ¨me millÃ©naire.

Â 01-1992
ConfÃ©rence de Dublin

Les Ã‰tats se rÃ©unissent pour une confÃ©rence prÃ©paratoire Ã ConfÃ©rence des Nations Unies sur l'environnement et le dÃ©veloppement (CNUED) sur le thÃ¨me eau et environnement. Quatre principes directeurs sont alors approuvÃ©s : une bonne gestion de l'eau prend en compte la protection des Ã©cosystÃ¨mes naturels ; l'eau a une valeur Ã©conomique et devrait Ãªtre reconnue comme un bien Ã©conomique ; la gestion, la mise en valeur des ressources en eau doivent associer usagers, planificateurs et dÃ©cideurs Ã tout Ã©chelon ; les femmes jouent un rÃ´le primordial dans l'approvisionnement, la gestion et la prÃ©servation de l'eau. Cette confÃ©rence propose par ailleurs la crÃ©ation d'un conseil mondial de l'eau ainsi que la mise en pratique d'une taxe "pollueur-payeur".

Â 06-1992
Sommet de Rio de Janeiro

ConfÃ©rence des Nations Unies sur l'environnement et le dÃ©veloppement

DeuxiÃ¨me grand rendez-vous de la communautÃ© internationale aprÃ¨s Stockholm, le 1er Sommet de la Terre sera marquÃ© par le lancement de l'Agenda 21, dont le chapitre 18 est consacrÃ© Ã la protection de l'eau douce. Sept domaines d'activitÃ© sont proposÃ©s, dont la gestion intÃ©grÃ©e des ressources hydriques.

Agenda 21

Â 1994
ConfÃ©rence ministÃ©rielle de Noordwijk

Cette confÃ©rence, qui va rassembler aux Pays-Bas plus de 80 ministres et des reprÃ©sentants de 20 institutions internationales et des reprÃ©sentants d'ONG, vise Ã formuler un programme d'actions Ã soumettre Ã la commission du dÃ©veloppement durable, en charge du suivi des rÃ©solutions adoptÃ©es lors de la CNUED (Rio, juin 1992). La confÃ©rence orientera ses travaux sur la politique de l'eau et le dÃ©veloppement urbain, le rÃ´le de l'information et de l'Ã©ducation et l'importance des approches locales.

Â 1997
1er Forum mondial de l'eau de Marrakech

InitiÃ© par le Conseil mondial de l'eau, le premier Forum mondial de l'eau (WWF1 - World Water Forum 1) se concluera par l'adoption du projet de "Vision mondiale de l'eau", dont l'objectif est de prÃ©parer au travers de toute une sÃ©rie de rÃ©unions et colloques une vision Ã long terme sur l'eau, la vie et l'environnement.

Â 1998
ConfÃ©rence internationale de Paris

CentrÃ©e sur le thÃ¨me Eau et DÃ©veloppement durable, la confÃ©rence dÃ©finira sept points prioritaires ainsi qu'un programme d'actions.

Le compte rendu de h2o

Â 2000
2Ã¨me Forum mondial de l'eau de La Haye

La DÃ©claration ministÃ©rielle qui en sera issue affiche comme objectif : "la sÃ©curitÃ© de l'eau au 21Ã¨me siÃ¨cle".

Le compte rendu de h2o

Â 2000
DÃ©claration du MillÃ©naire des Nations unies

La DÃ©claration fixe comme objectif de diviser par deux le nombre de ceux qui n'ont pas accÃ¨s Ã l'eau potable d'ici 2015.

Le texte de la DÃ©claration du MillÃ©naire

Â 2001
ConfÃ©rence ministÃ©rielle de Bonn

La confÃ©rence prolonge l'objectif de la DÃ©claration du MillÃ©naire en fixant l'objectif de diviser par deux, d'ici 2015, le nombre de gens ne disposant d'aucune installation d'assainissement.

Â 2002
Sommet de Johannesburg

ConfÃ©rence des Nations unies sur l'environnement et le dÃ©veloppement

L'objectif, initiÃ© par la DÃ©claration du MillÃ©naire des Nations unies, visant Ã rÃ©duire de moitiÃ©, d'ici Ã 2015, la proport personnes qui n'ont pas accÃ¨s Ã l'eau est confirmÃ©. De maniÃ¨re spÃ©cifique, le plan de mise en oeuvre encourage dans le domaine de l'eau des partenariats entre les secteurs public et privÃ© fondÃ©s sur des cadres rÃ©glementaires Ã©tablis par les gouvernements.

Le texte du communiquÃ© final

Le compte rendu de la 6Ã¨me sÃ©ance consacrÃ©e Ã la pÃ©nurie d'eau et Ã l'insuffisance des installations sanitaires dans l pays pauvres

Â 2003
3Ã¨me Forum mondial de l'eau de Kyoto

Dates : 16-23 mars

Objectif : rÃ©aliser des "engagements durables Ã rÃ©soudre les problÃ¨mes de l'eau Ã l'Ã©chelle mondiale".

Conseil Mondial de l'Eau - organisateur des World Water Forums

1972Â
ConfÃ©rence de Stockholm

PremiÃ¨re confÃ©rence de l'ONU Ã placer l'environnement au centre des dÃ©bats et Ã considÃ©rer la question de l'eau. La confÃ©rence marque aussi la crÃ©ation du PNUE - Programme des Nations unies pour l'Environnement.

1972-2002-2032 : l'Ã©tat de la planÃ¨te, passÃ©, prÃ©sent et Ã venir

Â

synthÃ¨se par Martine LE BEC-CABON

H2o - juillet 2002

Â

A la veille du Sommet mondial pour le dÃ©veloppement durable, qui se tiendra Ã Johannesburg du 26 aoÃ»t au 4 septembre 2002, le PNUE, Programme des Nations unies pour l'environnement, a publiÃ© le 22 mai son troisiÃ¨me rapport sur l'avenir de l'environnement mondial : GEO-3. Ã‰tabli par plus de 1 000 experts, le rapport passe au crible les politiques suivies au cours des 30 derniÃ¨res annÃ©es, depuis la ConfÃ©rence de Stockholm de 1972 ayant abouti Ã la crÃ©ation du PNUE, et dÃ©gage 4 scÃ©narios Ã l'horizon 2032.

La dÃ©gradation progressive de l'environnement

En dÃ©pit des amÃ©liorations qui ont Ã©tÃ© apportÃ©es dans des domaines tels que la qualitÃ© de l'eau des riviÃ¨res et de l'a (surtout significatives en AmÃ©rique du Nord ou en Europe), voire mÃªme de l'action internationale de reconstitution de la couche d'ozone, l'environnement s'est progressivement dÃ©gradÃ© en particulier dans de vastes parties du monde en dÃ©veloppement. Cette dÃ©gradation de la qualitÃ© de l'environnement aggrave en premier lieu la vulnÃ©rabilitÃ© de la population aux risques naturels que sont les cyclones, les inondations et les sÃ©cheresses, mais aussi aux risques d'insÃ©curitÃ© alimentaire, de maladies et de modes d'existence non viables Ã terme. On estime que le nombre de personnes affectÃ©es par les catastrophes a augmentÃ©, passant d'une moyenne de 147 millions par an durant les annÃ©e 1980, Ã 211 millions par an durant les annÃ©es 1990. Les pertes financiÃ¨res dans le monde, rÃ©sultant des catastrophes naturelles, ont Ã©tÃ© estimÃ©es en 1999 Ã plus de 100 milliards de dollars. La gravitÃ© des catastrophes causÃ©es par le clim augmente, et certains experts relient cette Ã©volution au changement climatique aux Ã©missions anthropiques. Durant les annÃ©es 1990, 90 % des victimes de ces catastrophes ont pÃ©ri par suite des inondations, des tempÃªtes et des sÃ©cheresses. Il ressort que presque toutes les Ã©valuations et projections consignÃ©es dans le rapport trouvent leur origine dans le phÃ©nomÃ¨ne du rÃ©chauffement mondial, dont les effets pourraient perturber gravement les conditions mÃ©tÃ©orologiques au cours des prochaines dÃ©cennies.

1972-2002 : le passÃ© et le prÃ©sent

Les terres - En l'espace de 30 ans, l'augmentation de la population mondiale (plus 2,2 milliards d'humains) a exercÃ© une trÃ¨s forte pression sur les sols au point qu'on estime aujourd'hui que 2 000 millions d'hectares de terres, soit 15 % de la surface Ã©mergÃ©e de la terre (une superficie plus grande que les Ã‰tats-Unis et le Mexique rÃ©unis) sont dÃ©gradÃ©s ; dor millions Ã tel point qu'aucune remise en Ã©tat n'est possible. Une irrigation excessive, mal conÃ§ue, a aussi contribuÃ© Ã ce que de 10 % des terres irriguÃ©es dans le monde (soit entre 25 et 30 millions d'hectares) sont classÃ©s comme gravement dÃ©gradÃ©s par le sel.

L'eau - La moitiÃ© environ des fleuves mondiaux sont gravement atteints ou polluÃ©s. Environ 60 % des 227 fleuves les plus importants de la planÃ¨te sont fortement ou modÃ©rÃ©ment fragmentÃ©s par des retenues et autres grands ouvrages ayant aussi causÃ© depuis les annÃ©es 1950, le dÃ©placement de 40 Ã 80 millions d'hommes. Alors aussi que deux milliards d'hommes, soit un tiers de la population mondiale, sont dÃ©pendants des eaux souterraines, le niveau des nappes phrÃ©atiques sont dans certaines parties du monde (en Inde, en Chine, dans la pÃ©ninsule Arabique, mais aussi dans certaines rÃ©gions de Russie ou dans l'Ouest des Ã‰tats-Unis) devenus extrÃªment prÃ©occupants ; les prÃ©lÃ¨vements excessifs ayant parfois entraÃ®ner la contamination des zones cÃ´tiÃ¨res par l'eau de mer. Alors que 80 pays, reprÃ©sentant 40 % de la population mondiale, souffrent d'un grave manque d'eau, 1,1 milliard de personnes n'ont pas l'eau potable et 2,4 milliards n'ont pas de moyens d'assainissement. Les maladies d'origine hydrique prÃ©lÃ¨vent un lourd tribut en vies humaines :

- 4 milliards d'Ã©pisodes de diarrhÃ©e causant 2,2 millions de morts par an ; 10 % des populations des pays en voie de dÃ©veloppement souffrant par ailleurs d'infections intestinales ;

- 2 millions de dÃ©cÃ¨s dus chaque annÃ©e au paludisme, la maladie affectant prÃ¨s de 100 millions de personnnes ;

- 6 millions de personnes devenant aveugles par suite du trachome, une maladie oculaire contagieuse ;

- 200 millions de personnes souffrant de la schistosomiase, une grave maladie parasitaire.

En 1994, on estimait Ã 37 % la proportion de la population mondiale qui vivait Ã moins de 60 kilomÃ¨tres d'une cÃ´te, ce qui est plus que l'ensemble de la population mondiale en 1950. De fait, les eaux usÃ©es sont devenues la principale source de contamination, en volume, des mers et ocÃ©ans, mais Ã laquelle il convient d'ajouter les dÃ©versements d'hydrocarbures, les rejets de mÃ©taux lourds, de polluants organiques persistants (POP) et de dÃ©tritus divers. L'impact Ã©conomique de la contamination des mers, mesurÃ© par le coÃ»t entraÃ®nÃ© par les maladies et par la mauvaise santÃ©, serait de l'ordre de prÃ¨s de 13 milliards de dollars.

Les forÃªts et la diversitÃ© biologique - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que les forÃªts, qui couvrent 3 866 millions d'hectares, soit un tiers des surfaces Ã©mergÃ©es, ont diminuÃ© de 2,4 % depuis 1990. C'est surtout l'Afrique qui est touchÃ©e oÃ¹ 52,6 millions d'hectares (soit 0,7 % du couvert forestier) ont disparu au cours des 10 derniÃ¨res annÃ©es.Si Ã la fin de 2000, des dispositifs de vÃ©rification de la bonne gestion des forÃªts tels que ceux animÃ©s par le Conseil de bonne gestion des forÃªts, ont certifiÃ© comme conforme aux normes de durabilitÃ©, l'exploitation de 2 % environ des forÃªts mondiales ; il s'agit surtout de forÃªts situÃ©es en AmÃ©rique du Nord ou en Europe. La dÃ©tÃ©rioration des Ã©cosystÃ¨mes fait aussi que prÃ¨s d'un quart des espÃ¨ces de mammifÃ¨res, soit 1 130, et 12 % des espÃ¨ces d'oiseaux, soit 1 183, sont actuellement considÃ©rÃ©es comme menacÃ©es d'extinction dans le monde. Dans le milieu, prÃ¨s d'un tiers des stocks de poissons sont en voie d'Ã©puisement, surexploitÃ©spar l'industrie de la pÃªche dont les subventions atteindraient nÃ©anmoins 20 milliards de dollars par an.

L'atmosphÃ¨re - L'Ã©puisement de la couche d'ozone a atteint des niveaux exceptionnels. En septembre 2000, le trou de l'ozone au-dessus de l'Antarctique couvrait plus de 28 millions de km2. Si Ã l'issue du Protocole de MontrÃ©al (adoptÃ© en 1987) la production des principaux chlorofluocarbures (CFC) a dÃ©sormais Ã©tÃ© ramenÃ©e Ã des niveaux trÃ¨s bas, dans le mÃªme temps, les concentrations de dioxyde de carbone ou de d'autres gaz Ã effet de serre comme le mÃ©thane et les halocarbures augmentent de maniÃ¨re importante.

2032 : des choix pour l'avenir

Parmi les 4 scÃ©narios de prospective, prÃ©sentÃ© par le rapport, les experts ont dÃ©fini deux scÃ©narios extrÃªmes : le scÃ©nario MarchÃ©s d'abord et le scÃ©nario DurabilitÃ© d'abord. Le premier prend pour hypothÃ¨se le triomphe des forces du marchÃ© ; le second met au contraire l'accent sur des changements profonds dans les valeurs et les modes de vie, l'adoption de politiques vigoureuses et la coopÃ©ration entre tous les secteurs de la sociÃ©tÃ©.

Les terres - En 2032, prÃ¨s de 3 % de la superficie Ã©mergÃ©e seraient construits, dans le scÃ©nario MarchÃ©s d'abord, dont plus de 5 % de l'Asie et du Pacifique. Le pourcentage peut paraÃ®tre faible, mais l'impact de l'augmentation de la superficie couverte par les routes, les lignes Ã©lectriques, les aÃ©roports et autres grandes infrastructures aura un impact beaucoup plus que proportionnel sur la faune et la flore sauvages. Dans le scÃ©nario DurabilitÃ© d'abord, la superficie construite continue Ã augmenter, mais diminue lÃ©gÃ¨rement en AmÃ©rique du Nord et en Europe, en dessous de 2 %, Ã mesure que des politiques d'urbanisme mieux conÃ§ues, comportant la construction de villes plus ramassÃ©es, de superficie plus rÃ©duite, sont adoptÃ©es.

L'eau - Le nombre de personnes vivant dans des zones souffrant d'un stress hydrique grave, en chiffres absolus et relatifs, augmente dans presque toutes les rÃ©gions du monde dans le scÃ©nario MarchÃ©s d'abord. On estime que 55 % de la population mondiale est touchÃ©e par le phÃ©nomÃ¨ne, contre 40 % en 2002. Les proportions les plus Ã©levÃ©es sont observÃ©es en Asie occidentale avec plus de 95 %, et dans la rÃ©gion Asie et Pacifique avec plus de 65 %. Dans le scÃ©nario DurabilitÃ© d'abord, la proportion de personnes vivant dans des rÃ©gions frappÃ©es par un stress hydrique grave reste Ã peu prÃ¨s constante ou mÃªme diminue Ã la faveur de mÃ©thodes de gestion plus efficaces permettant de rÃ©duire les prÃ©lÃ¨vements d'eau, en particulier pour l'irrigation. En Asie occidentale, la proportion reste de l'ordre de 90 %, mais elle diminue de moitiÃ© environ aux Ã‰tats-Unis pour ne pas dÃ©passer un cinquiÃ¨me, tandis qu'en Europe elle diminue d'un tiers actuellement Ã un peu plus de 10 % en 2032.

Les forÃªts et la diversitÃ© biologique - L'expansion rapide des infrastructures, prÃ©vue dans le scÃ©nario MarchÃ©s d'abord, devrait entraÃ®ner la poursuite et la destruction, la fragmentation et la perturbation des habitats et de la faune et de la flore sauvages. Plus de 70 % des superficies Ã©mergÃ©es pourraient Ãªtre affectÃ©es dans le monde, les impacts les plus graves s'exerÃ§ant en AmÃ©rique latine et dans les CaraÃ¯bes (prÃ¨s de 85 %) et les plus faibles en Asie occidentale (un peu plus de 50 %). Dans le scÃ©nario DurabilitÃ© d'abord, les impacts de la construction d'infrastructures continuent Ã s'alourdir, puisqu'ils touchent 55 % des zones touchÃ©es, bien que la situation se stabilise en 2032. Un peu moins de 60 % des terres en AmÃ©rique latine et dans les CaraÃ¯bes subissent les effets de ces constructions d'infrastructures en 2032, et un peu plus de 40 % en Asie occidentale.

Les zones cÃ´tiÃ¨res et marines - Dans le scÃ©nario MarchÃ©s d'abord, la charge d'azote - indicateur d'un large Ã©ventail de polluants d'origine terrestre - augmente fortement en AmÃ©rique latine et dans les CaraÃ¯bes, en Asie et dans le Pacifique, et en Asie occidentale. Alors que l'augmentation de la charge d'azote dans les eaux cÃ´tiÃ¨res europÃ©ennes est gÃ©nÃ©ralement moins grave, la cÃ´te mÃ©diterranÃ©enne subit une pression particuliÃ¨re en raison de plusieurs facteurs la croissance urbaine, un mauvais traitement des eaux usÃ©es, l'essor du tourisme et l'intensification des cultures. La situation est prÃ©occupante dans les estuaires de plusieurs grands fleuves comme le Nil ou le Mississipi. Dans le scÃ©nario

DurabilitÃ© d'abord, une meilleure gestion des eaux usÃ©es et des eaux de ruissellement se traduit par une augmentation moins importante de la pollution cÃ´tiÃ¨re, sauf en Asie occidentale.

L'atmosphÃ¨re - Les Ã©missions de dioxyde de carbone rÃ©sultant de la combustion des combustibles fossiles continuent Ã augmenter, pour atteindre environ 16 milliards de tonnes par an en 2032 dans le scÃ©nario MarchÃ©s d'abord (contre 6,2 milliards en 1998). A la mÃªme date, les concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphÃ¨re dÃ©passent 450 ppm (contre 370 ppm actuellement) et progressent pour atteindre probablement 550 ppm en 2050, soit le double des concentrations avant l'Ã¨re industrielle. Dans le scÃ©nario DurabilitÃ© d'abord, les Ã©missions de dioxyde de carbone augmentent Ã©galement, mais une modification radicale des comportements, alliÃ©e Ã l'introduction vigoureuse de mesures d'amÃ©lioration des rendements Ã©nergÃ©tiques, laissent prÃ©sager une baisse de ces Ã©missions. En 2032, les Ã©missions mondiales de dioxyde de carbone sont infÃ©rieures Ã 8 milliards de tonnes par an. Cependant, en raison du temps que mettent les phÃ©nomÃ¨nes Ã se propager dans les systÃ¨mes climatiques, les concentrations dans l'atmosphÃ¨re commencent Ã se stabiliser vers 2050 seulement.

L'Afrique menacÃ©e par un scÃ©nario catastrophe

Ã€ dÃ©faut de mesures rapides et drastiques, l'Afrique est particuliÃ¨rement menacÃ©e. Augmentation rapide de la pollution atmosphÃ©rique et aquatique, dÃ©gradation des sols, augmentation des sÃ©cheresses, pertes de nombreuses espÃ¨ces sauvages animales et vÃ©gÃ©tales : tel est le scÃ©nario dÃ©peint par un second rapport, "l'Avenir de l'environnement en Afrique" (AEA) que le PNUE vient de faire paraÃ®tre, dÃ©but juillet, pour le compte de la ConfÃ©rence ministÃ©rielle africaine sur l'environnement (CMAE).

Les pays d'Afrique ont, au cours des trois derniÃ¨res dÃ©cennies, souffert de divers problÃ¨mes - croissance dÃ©mographique, guerres, haut niveau d'endettement national, catastrophes naturelles et maladies - qui, tous, ont laissÃ© leur trace sur les habitants et le riche environnement naturel du continent. Par ailleurs, de nouvelles menaces, dont certaines commencent juste Ã se manifester, Ã l'exemple du changement climatique, de la propagation incontrÃ´lÃ©e d'espÃ¨ces exotiques, de l'expansion anarchique des villes ou de la pollution occasionnÃ©e par les voitures et l'industrie, risquent, dans les trente annÃ©es qui viennent, d'aggraver la pauvretÃ©, la dÃ©tÃ©rioration de l'environnement et l'Ã©tat de santÃ© de la population. Face Ã cette situation, de nombreux pays d'Afrique s'efforcent actuellement, au moyen d'initiatives telles que le NEPAD (New Partnership for Africa's Development - Nouveau partenariat pour le dÃ©veloppement de l'Afrique), d'Ã©liminer certaines des causes profondes de ce dÃ©clin Ã©cologique. Ces actions sont cependant loin d'Ãªtre suffisantes. Un effort beaucoup plus important de la part de tous les pays concernÃ©s, qu'ils fassent ou non partie de la rÃ©gion, est nÃ©cessaire pour mettre le continent sur une trajectoire Ã©conomiquement favorable et Ã©cologiquement viable. Il faudrait par exemple, pour ne citer que quelques-unes des interventions requises, rÃ©duire encore plus le fardeau de la dette, renforcer l'aide financiÃ¨re, responsabiliser les communautÃ©s locales, faire appliquer les accords sur l'environnement, introduire des technologies vertes non polluantes, et accorder aux produits africains un accÃ¨s Ã©quitable aux marchÃ©s internationaux.

Climat - Alors que la population et l'Ã©conomie de la plupart des pays d'Afrique dÃ©pendent fortement de l'agriculture pluviale, les donnÃ©es mÃ©tÃ©orologiques rassemblÃ©es depuis 1900 montrent, Ã partir de 1968, une baisse constante de la pluviositÃ© annuelle sur l'ensemble du continent. Il est possible que cette Ã©volution soit due Ã la pollution atmosphÃ©rique causÃ©e par les activitÃ©s humaines.Bien que ne paricipant que trÃ¨s peu aux Ã©missions mondiales de gaz Ã effet de serre (223 millions de tonnes par an s'agissant des Ã©missions de dioxyde de carbone), l'Afrique se rÃ©vÃ¨le extrÃªmement vulnÃ©rable aux effets du rÃ©chauffement de la planÃ¨te en raison de sa dÃ©pendance envers l'agriculture et de l'absence de ressources financiÃ¨res permettant de compenser les pertes ainsi occasionnÃ©es. Le golfe de GuinÃ©e, le SÃ©nÃ©gal, l'Ã‰gypte, la Gambie, la faÃ§ade orientale de l'Afrique et les Ã®les de la partie occidentale de l'OcÃ©an Indien sont particuliÃ¨rement exposÃ©s aux Ã©lÃ©vations du niveau de la mer. Une hausse de 1 mÃ¨tre suffirait pour inonder des parties Ã©tendues du delta du Nil, causer d'importants dÃ©gÃ¢ts Ã la ville d'Alexandrie, et submerger 70 % des Seychelles.

Pollution atmosphÃ©rique - L'Afrique possÃ¨de le taux d'urbanisation le plus Ã©levÃ© du monde. C'est l'une des principales causes de l'accroissement de la pollution, les autres Ã©tant les politiques fiscales qui encouragent l'utilisation de carburants "sales", le brusque accroissement des importations de voitures d'occasion souvent vÃ©tustes, et le manque d'efficacitÃ© des processus de fabrication industrielle. D'aprÃ¨s une Ã©tude effectuÃ©e au SÃ©nÃ©gal, le traitement des affections liÃ©es Ã la pollution causÃ©e par les vÃ©hicules de transport coÃ»te au pays l'Ã©quivalent de 5 % de son PIB. En Afrique du Nord, en particulier dans les villes dotÃ©es de raffineries ou de centrales Ã©lectriques fonctionnant au charbon, la concentration de dioxyde de soufre contenue dans l'air atteint dans bien des cas le double de la norme fixÃ©e par l'OMS. Si de nombreux pays se sont dotÃ©s de normes et rÃ¨glements relatifs Ã la qualitÃ© de l'air et Ã la pollution, le manque de ressources ne leur permet pas de les appliquer effectivement.

DiversitÃ© biologique - Alors que le continent possÃ¨de quelques-unes des rÃ©gions les plus riches de la planÃ¨te, l'augmentation de la production forestiÃ¨re, agricole et miniÃ¨re, ainsi que d'autres facteurs comme, la pratique de la culture sur brÃ»lis, le braconnage, l'invasion d'espÃ¨ces exotiques, la mÃ©connaissance de la valeur des ressources biologiques ou simplement l'inadÃ©quation des mesures d'application des lÃ©gislations relatives Ã la conservation, sont en train d'accroÃ®tre la pression sur le milieu naturel. Au total, 126 espÃ¨ces animales et 120 espÃ¨ces vÃ©gÃ©tales sont portÃ©es disparues. 2 018 autres espÃ¨ces animales ainsi que 1 771 espÃ¨ces vÃ©gÃ©tales sont menacÃ©es d'extinction. Des initiatives de protection, de conservation et de promotion de l'utilisation durable des ressources biologiques et connaissances traditionnelles africaines sont en cours dans plusieurs pays. Dans de nombreux cas, elles se font en partenariat avec des communautÃ©s locales, des tribus ou des opÃ©rateurs du secteur de l'Ã©cotourisme. Nombreux sont Ã©galement les pays qui ont ratifiÃ© les principales conventions telles que la Convention sur la diversitÃ© biologique et la Convention sur le commerce international des espÃ¨ces sauvages menacÃ©es d'extinction. Ainsi, l'Afrique du Nord possÃ¨de maintenant 102 zones protÃ©gÃ©es. De 260 en 1989, le nombre des zones protÃ©gÃ©es d'Afrique australe est maintenant passÃ© Ã 578.

Milieu marin et zones cÃ´tiÃ¨res - D'aprÃ¨s le rapport, les riches rÃ©gions cÃ´tiÃ¨res et marines du continent sont en danger, du fait de la pollution, de la surexploitation des ressources, de l'Ã©rosion et des impacts potentiels des changements climatiques. Environ 38 % des Ã©cosystÃ¨mes cÃ´tiers tels que les mangroves et les rÃ©cifs de corail se trouvent sous la menace des amÃ©nagements comme, par exemple, les ports, et du dÃ©veloppement des Ã©tablissements humains, qui s'accompagne d'une augmentation des rejets de dÃ©chets. Par ailleurs la surexploitation des ressources halieutiques par les flottes de pÃªche locales et Ã©trangÃ¨res a provoquÃ© une rÃ©duction des stocks au point les dix prochaines annÃ©es verront un important dÃ©clin de l'offre dans toute l'Afrique. En dÃ©pit de divers programmes, plans d'action et conventions, le continent manque cruellement de moyens, humains et financiers, mais aussi sans doute d'une vÃ©ritable volontÃ© d'application effective des rÃ¨glements. .

Â

ResSources
Commander le rapport GEO-3

Earthprint Limited Order Dept. GEO 3

PO Box 119 - Stevenage, Hertfordshire SG1 4TP, Royaume-Uni

TÃ©l. : +44 14 3874 8111 - Fax : +44 14 3874 8844

Prix : 37,50 dollarsNations unies - Archives Presse

RÃ©f. PNUE/57 pour le rapport GEO-3

RÃ©f. PNUE/63 pour le rapport A

PrÃ©server l'eau d'ici pour Ã©viter Ã l'humanitÃ© l'au-delÃ

Â

Olivier JACOULET

journaliste, ancien chef d'Ã©dition au service mondial de la BBC

ancien porte-parole d'Amnesty International Ã Londres

H2o - septembre 2002

Â

Nouveau raout onusien Ã Johannesburg en Afrique du Sud : des dizaines de milliers de personnes, des chefs d'Ã‰tat et de gouvernement, des experts se sont une nouvelle fois mis au chevet de la planÃ¨te pour tenter de laisser Ã nos descendants une terre Ã peu prÃ¨s dans l'Ã©tat oÃ¹ nous l'avons trouvÃ©e en y apparaissant. Ont-ils eu le courage et le temps de se jeter Ã l'eau pour tenter d'Ã©laborer une vÃ©ritable stratÃ©gie de dÃ©veloppement durable de l'eau ? Pas vraiment, le problÃ¨me est difficile et les enjeux multiformes.

L'eau est en effet un milieu complexe et fragile. Elle est inÃ©galement rÃ©partie sur terre. C'est le BrÃ©sil, pays organisateurs du sommet de la Terre de Rio en 1992, qui possÃ¨de les plus importantes rÃ©serves d'eau naturelle avec quelques 5 670 km3. Qu'elle vienne Ã manquer ou en trop grande quantitÃ©, l'eau devient alors synonyme de mort. En proportion raisonnable, elle assure la survie de tous les Ãªtres vivants. Mais aujourd'hui, plus d'un milliard d'Ãªtres humains n'ont pas accÃ¨s Ã l'eau potable. Toutefois et contrairement Ã ce que l'on croit gÃ©nÃ©ralement, l'eau Ã usage domestique ne mobilise qu'un faible pourcentage des rÃ©serves mondiales (8 %). C'est l'irrigation qui pompe le plus ces rÃ©serves (70 %).

Hydropolitique

L'enjeu est de taille Ã tel point qu'on peut parler "d'hydropolitique". DÃ©jÃ au 7Ã¨me siÃ¨cle avant JC, des citÃ©s grecques s'Ã©taient rÃ©unies en association et prÃªter serment de ne pas se priver d'eau mutuellement, mÃªme en cas de guerre. L'eau reprÃ©sente depuis toujours en effet un enjeu stratÃ©gique et une source de conflits dans le monde, malgrÃ© l'existence d'environ 300 traitÃ©s internationaux beaucoup trop disparates. Comme le souligne Jacques Sironneau dans

son ouvrage "L'eau, nouvel enjeu stratÃ©gique mondial" (Ã‰ditions Ã‰conomica, 1996), "L'eau apparaÃ®t de plus en plus comme un enjeu stratÃ©gique gÃ©nÃ©rateur de situations conflictuelles entre Ã‰tats, qui demeurent largement dominÃ©es pa les rapports de forces en l'absence d'une vÃ©ritable lÃ©gislation internationale dans le domaine".

Plus de 30 % des tracÃ©s frontaliers correspondent Ã des supports hydrographiques, comme par exemple le Rhin qui marque la frontiÃ¨re entre l'Allemagne et la France ou encore les Ã©tendues marÃ©cageuses du Chatt-El-Arab entre l'Iran et l'Irak. Il y a sur terre Ã peu prÃ¨s le mÃªme nombre de bassins fluviaux que d'Ã‰tats (200). Et, par consÃ©quent, autant de risques de conflits.

Les fleuves, les cours d'eau peuvent servir de barriÃ¨res naturelles ou au contraire de moyens d'infiltrer un Ã‰tat. On peut aussi polluer, ou menacer de polluer, un cours d'eau en amont pour aller contaminer les populations en aval. En 1943, l'aviation britannique allaient bombarder les barrages allemands qui fournissaient de l'eau et de l'Ã©lectricitÃ© Ã l'industrie de guerre nazie.

Il existe de nombreux exemples de tensions, de litiges ou de conflits larvÃ©s entre Ã‰tats pour le contrÃ´le de zones hydrographiques. Citons : les diffÃ©rents litiges entre la Turquie d'un cÃ´tÃ© et la Syrie et l'Irak de l'autre Ã propos de l'exploitation des eaux du Tigre et de l'Euphrate ; les tensions entre l'Ã‰gypte, le Soudan, l'Ã‰thiopie et la Tanzanie pour le contrÃ´le et l'exploitation des eaux du Nil ; le dÃ©sastre Ã©cologique de la mer d'Aral et les tensions entre les rÃ©publiques d'Asie centrale sur l'exploitation de l'Amou-Daria et du Syr-Daria ou encore le futur barrage des Trois-Gorges sur le Yangzi Jiang, en Chine, qui en fera le plus gros barrage du monde.

Au Proche-Orient, c'est la question de l'eau qui domine et qui dominera pour longtemps encore les relations entre les pays arabes et IsraÃ«l. Boutros-Boutros Ghali, alors ministre Ã©gyptien des Affaires Ã©trangÃ¨res dÃ©clarait en 1987 : "la prochaine guerre dans notre rÃ©gion concernera l'eau. Pas la politique". Ses propos faisaient Ã©chos Ã ceux d'Alexandre de Maranches, ancien chef des services secrets franÃ§ais, qui, il y a quelques annÃ©es, confirmait que l'eau deviendrait une source majeure de conflit au 21Ã¨me siÃ¨cle. Pour sa part, Golda Meir, premier ministre israÃ©lien dÃ©clarait en 1967, au lendemain de la destruction par IsraÃ«l d'un barrage syrien du Golan : "Les pays qui tentent de dÃ©tourner le Jourdain ne jouent pas seulement avec l'eau mais avec le feu". Toutes les relations entre IsraÃ«l et ses voisins sont sous-tendues par cette question hydropolitique. En 1919, le prÃ©sident de l'organisation sioniste mondiale demandait au premier ministre britannique que les frontiÃ¨res de la Palestine soient dÃ©terminÃ©es en fonction de considÃ©rations hydrographiques. Plus de 75 ans plus tard, le compromis de Taba entre IsraÃ«l et l'Organisation de LibÃ©ration de la Palestine, assura Ã IsraÃ«l le contrÃ´le temporaire en eau et en Ã©lectricitÃ© de la Cisjordanie.

Aujourd'hui, les conflits sont de plus en plus urbains et frappent de plus en plus les civils. Les installations d'eau deviennent des cibles en violation souvent avec le Protocole additionnel aux Conventions de GenÃ¨ve de 1949, premier document moderne interdisant la destruction, entre autres, des rÃ©seaux d'eau potable.

Les dÃ©gÃ¢ts aux installations en eau provoquent l'arrÃªt du traitement des eaux, des risques de contamination et de maladies (diarrhÃ©es, dysenteries, hÃ©patites, cholÃ©ra) pour les populations civiles. La destruction des installations Ã©lectriques entraÃ®ne la rÃ©duction voire l'arrÃªt de la distribution d'eau potable. En outre, le prix de l'eau augmente, la pression n'est plus suffisante. Les civils sont contraints de sortir de chez eux et d'aller chercher de l'eau dans des camions-citernes s'exposant ainsi aux bombardements et aux tireurs embusquÃ©s.

Que faire face Ã ce constat humainement dramatique ? Bien sÃ»r, en cas de crise, il faut gÃ©rer l'urgence : fournir et produire de l'eau propre Ã la consommation pour les populations sinistrÃ©es ; protÃ©ger les sources. Lorsqu'au YÃ©men en 1994, les belligÃ©rants voulaient dÃ©truire les installations qui alimentaient Aden, la capitale, en eau potable, il fallut nÃ©gocier ferme pour convaincre les agresseurs de ne pas mettre leurs menaces Ã exÃ©cution. La mÃ©diation, la nÃ©gociatio

demeurent des armes tout aussi efficace mÃªme en temps de guerre. Bien sÃ»r, il faut renforcer les instruments internationaux existants.

La communautÃ© internationale ne doit pas abdiquer devant la tÃ¢che qui reste Ã accomplir, mÃªme si les conflits modernes ont souvent lieu en milieu urbain, dans des Ã‰tats en dÃ©composition, et entre des factions autonomes prÃªtes Ã tout. Il faut Ã©duquer et convaincre par le biais de sommets, comme celle de Johannesburg et par la pression mÃ©diatique des opinions.

Il faut surtout prÃ©server l'eau d'ici pour Ã©viter Ã l'humanitÃ© l'au-delÃ . .

RÃ©glementer les possibilitÃ©s de conflits

Â

L'interview de Najib ZEROUALI

ministre de l'Ã‰ducation, de la Recherche et de la Formation des cadres - Maroc

propos recueillis par Nicole MARI lors du Symposium international de l'eau de Cannes

H2o - juin 2002

Â

Ministre de l'Ã©ducation, de la recherche et de la formation des cadres, PrÃ©sident de la commission nationale Unesco au Maroc, rÃ©cipiendaire du prix international de l'eau et gestion en 2000, Najib Zerouali, qui a participÃ© Ã la crÃ©ation de la chaire de l'Unesco "Eau et gestion durable", dÃ©peint les mÃ©faits de la sÃ©cheresse dans son pays et dÃ©fend le principe d'une coopÃ©ration internationale.

Â

En quoi l'eau intÃ©resse-t-elle votre ministÃ¨re ?

D'abord, le Maroc, en matiÃ¨re de politique de l'eau, est un pays qui aujourd'hui constitue un modÃ¨le. Nous avons, dans les annÃ©es 1960, donnÃ© une place particuliÃ¨re Ã la stratÃ©gie de l'eau. La politique des barrages, Ã l'Ã©poque, fort critiqu s'avÃ¨re aujourd'hui fort heureuse pour un pays qui, depuis quelques annÃ©es, vit des pÃ©riodes de sÃ©cheresse assez importante. Hassan II avait lancÃ© un appel international car il pensait dÃ©jÃ que l'eau allait poser un problÃ¨me du fait de sa

rarÃ©faction et de son importance vitale. Ensuite, l'eau n'est pas un problÃ¨me exclusivement d'ingÃ©nierie. Aujourd'hui, la politique de l'eau nÃ©cessite une multidisciplinaritÃ©, dans laquelle l'Ã©ducation Ã l'eau, la communication, la recherche et le dÃ©veloppement aussi bien en matiÃ¨re de dessalement et de purification que de recyclage des eaux usÃ©es, la possibilitÃ© d'amÃ©nagement de territoire, la lÃ©gislation et la rÃ©glementation sont des domaines qui deviennent fondamentaux pour une gestion durable de cette denrÃ©e rare, source de vie.

Quelle est la situation actuelle de l'eau au Maroc ?

Tout dÃ©pend des conditions climatiques. Le Maroc est devenu un pays semi-aride, mais les barrages ont attÃ©nuÃ© les effets de la sÃ©cheresse, qui s'est plus rÃ©percutÃ©e sur l'agriculture que sur l'accÃ¨s Ã l'eau potable. Le Maroc, heureusement, a connu des cycles variables avec une alternance de sÃ©cheresse et de pluviomÃ©trie correcte. Par exemple cette annÃ©e, il y a eu, Ã partir du mois de mars, une pluviomÃ©trie qui a rempli les barrages, ce qui nous permettra d'aborder, l'annÃ©e prochaine, relativement armÃ© pour faire face aux difficultÃ©s. Le pays Ã©tant trÃ¨s conscient des problÃ¨mes de l'eau, toute la stratÃ©gie nationale est particuliÃ¨rement orientÃ©e vers la gestion des ressources en eau. Mohammed VI a mis en place un Conseil supÃ©rieur de l'eau. Une commission interministÃ©rielle, prÃ©sidÃ©e par le Premier ministre et dont mon ministÃ¨re fait partie, inventorie tous les problÃ¨mes et les solutions Ã apporter. Du fait de la sÃ©cheresse, les donnÃ©es climatologiques sont en train de changer et il faut rÃ©adapter le programme hydraulique en cours Ã ces nouvelles donnÃ©es.

Ce changement a-t-il eu des effets sur l'agriculture et l'Ã©conomie ?

Absolument. Le Produit intÃ©rieur brut (PIB) agricole reprÃ©sente environ 19 % du PIB national. L'agriculture souffre de la sÃ©cheresse. Il faut trouver toutes les alternatives. D'autre part, la sÃ©cheresse, en restreignant l'emploi local, a favorisÃ© un exode rural de plus en plus important avec tous les problÃ¨mes qui l'accompagnent. Les secteurs concomitants Ã l'agriculture ont Ã©galement Ã©tÃ© touchÃ©s. L'effet s'est rÃ©percutÃ© sur le taux de chÃ´mage et d'une faÃ§on importante su PIB global. Des rÃ©ajustements sont nÃ©cessaires avec le dÃ©veloppement du monde rural, les alternatives en matiÃ¨re de stratÃ©gie agricole et Ã©videmment la rÃ©partition des ressources hydriques et autres.

Le Maroc a privatisÃ© la distribution d'eau, comment cela se passe-t-il ?

La distribution en zone urbaine a Ã©tÃ© concÃ©dÃ©e Ã des sociÃ©tÃ©s privÃ©es, notamment Vivendi Universal, La Lyonnais eaux et Aredal. Dans le monde rural, l'ONEP, l'Office national de l'eau potable, continue Ã Ãªtre le principal fournisseur et distributeur. Pour maintenir un certain Ã©quilibre des prix, l'eau est payÃ©e par tranches sociales : infÃ©rieur Ã 25 m3 par mois, 25 Ã 60 m3, au dessus de 60 et au dessus de 150 m3. Pour les tranches les plus basses, l'eau n'est pas chÃ¨re du tout, de maniÃ¨re Ã permettre un paiement du m3 adaptÃ© aux conditions sociales. MÃªme la privatisation de la distribution a pris en compte l'aspect social de maniÃ¨re Ã faire payer aux Ã©conomiquement faibles un prix trÃ¨s bas.

Les transferts d'eau sont la nouvelle marotte des institutions internationales. Quelle est la position du Maroc Ã ce sujet ?

C'est un problÃ¨me trÃ¨s dÃ©licat. A un moment ou un autre, ces transferts vont devenir nÃ©cessaires, puisque l'eau est une ressource naturelle. Si elle se rarÃ©fie, elle va poser un problÃ¨me de survie. Mais l'approche de ces transferts doit tenir

compte de la solidaritÃ© de la coopÃ©ration internationale. Comme je l'ai dit, il y a deux ans, il faut mettre en place un droit international de l'eau qui rÃ©glemente les possibilitÃ©s de conflits. Les fleuves communs Ã plusieurs pays font l'objet de conventions entre pays voisins. Or, va se poser Ã un moment la nÃ©cessitÃ© de transferts vers des pays non-voisins, qui peuvent Ãªtre sources de conflits, d'hÃ©gÃ©monie ou de toutes autres utilisations abusives. D'oÃ¹ l'importance de la mise en place d'une rÃ©glementation internationale.

Avez-vous dÃ©jÃ songÃ© Ã la possibilitÃ© d'acheter de l'eau comme l'Ã‰gypte l'envisage avec le Japon ?

Non. Aujourd'hui, l'orientation du Maroc est d'utiliser ses propres ressources. Le pays dispose de 3300 kilomÃ¨tres de cÃ´tes. Par consÃ©quent, une place particuliÃ¨re est donnÃ©e Ã la recherche en matiÃ¨re de dessalement de l'eau de mer. En cas d'Ã©chec de cette orientation, le Maroc se tournera peut-Ãªtre vers d'autres solutions. Pour l'instant, il est important que la communautÃ© internationale se rassemble autour de ce problÃ¨me. Dans la rÃ©gion MENA, allant du Maroc jusqu'Ã la pÃ©ninsule arabe, qui est la plus exposÃ©e Ã la rarÃ©faction de l'eau, existe au niveau des ministres de l'enseignement supÃ©rieur l'idÃ©e de regrouper la coopÃ©ration dans le domaine de la recherche scientifique autour de la dessalinisation. Avez-vous dÃ©jÃ initiÃ© une coopÃ©ration avec les pays voisins ? Oui. Nous avons une coopÃ©ration importante avec la Tunisie. D'autres sont en train de se mettre en place, puisque le problÃ¨me de l'eau s'internationalise. Comme il commence Ã devenir une prioritÃ© Ã l'Ã©chelle mondiale, le domaine de la coopÃ©ration dans l'eau s'Ã©largit de plus en plus

Les transferts d'eau seront source de conflits

Â

L'interview de Matoug Mohamed MATOUG

prÃ©sident du National Scientific Research Board - Libye

propos recueillis par Nicole MARI lors du Symposium international de l'eau de Cannes

H2o - juin 2002

Â

Ancien ministre libyen de l'Ã©ducation et des sciences, prÃ©sident du National Research Board, Matoug Mohamed Matoug dÃ©crit la situation de l'eau en Libye et les solutions adoptÃ©es pour assurer les besoins. Il dÃ©nonce les transferts d'eau et prÃ´ne la coopÃ©ration rÃ©gionale.

Â

Quelle est la situation de l'eau en Libye ?

Celle d'un pays pauvre en eau. Reconnaissant ce fait, Mouammar al-Kadhafi, notre Guide, a dans les annÃ©es 1970, non seulement pour la Libye mais pour tous les pays arabes, organisÃ© des rÃ©unions avec des experts agricoles et hydrauliques. Nous avons fait des Ã©tudes et Ã©tabli une stratÃ©gie en trois points sur le long terme : la production d'eau avec le dessalement de l'eau de mer, le traitement des eaux usÃ©es et la gestion des ressources par la crÃ©ation d'un corps de gestion efficace de l'eau. Le Guide a Ã©galement dÃ©cidÃ© de transporter l'eau du sud vers les villes cÃ´tiÃ¨res du nord, qui utilisent 70 % de l'eau pour les besoins de l'agriculture et 30 % pour des besoins industriels et domestiques. Ainsi est nÃ© le projet de la grande riviÃ¨re artificielle, qui permet de puiser dans les nappes aquifÃ¨res pour plus de 50 ans. La production est assurÃ©e par les autoritÃ©s nationales et la gestion par les autoritÃ©s locales. Aujourd'hui, nous effectuons des recherches pour augmenter notre savoir, nous Ã©tudions les nouvelles technologies et la possibilitÃ© d'utiliser l'Ã©nergie solaire pour le dessalement. Notre objectif est de sÃ©curiser l'avenir sur l'eau.

Quels sont les besoins de la population ?

La Libye consomme 2 millions de m3 par jour pour ses besoins domestiques et industriels et 3,4 millions pour l'agriculture et l'irrigation. Pour ces besoins, nous allons consommer en 20 ans les volumes de la Grande riviÃ¨re. Nous utilisons dÃ©jÃ cette eau en agriculture pour lutter contre l'intrusion des sels marins dans les sols agricoles. Globalement 90 % des besoins du pays sont satisfaits. Nous avons d'autres projets de barrages, notamment ceux de Tobrouk et de Tcherbou.

Quel est le coÃ»t global du projet pharaonique de la Grande riviÃ¨re ?

Environ 16 milliards de dollars, qui ont Ã©tÃ© notamment financÃ©s par les taxes sur les produits importÃ©s, Ã l'exception des produits alimentaires. De plus, 25 Ã 30 % du budget de recherche du gouvernement est allouÃ© pour dÃ©velopper de nouvelles techniques de dÃ©salinisation et de traitement de l'eau. Globalement, le gouvernement consacre 20 % de ses ressources au secteur Ã©nergÃ©tique.

Que pensez-vous de la politique de transfert d'eau dÃ©fendue par la Banque mondiale ?

L'eau est un bien dont tout le monde a besoin. C'est une erreur de l'Ã©valuer comme un bien commercial et d'en faire un enjeu de transfert. Nous devons Ã©tablir une loi qui dit que tout le monde a droit Ã l'eau. L'eau est essentielle Ã la vie. Si vous n'avez pas de pÃ©trole, vous pouvez avoir du bois pour vous chauffer ou vous Ã©clairer. Vous pouvez vivre sans lumiÃ¨re, mais pas sans eau. La technologie de l'eau est un business, mais l'eau, en tant que bien, non. Les pays doivent utiliser leurs ressources naturelles et ensuite, se partager les ressources rÃ©gionales. Les transferts d'eau doivent se faire dans le cadre d'une coopÃ©ration Ã©conomique et non dans une simple transaction financiÃ¨re. Vendre de l'eau va faire naÃ®tre ou envenimer les dÃ©saccords entre pays et entre populations et sera source de conflits. Un pays peut fermer les vannes et tuer des milliers de gens. Regardez ce qui se passe entre la Turquie, la Syrie et l'Irak.

Songez-vous dÃ©velopper dans ce secteur la coopÃ©ration rÃ©gionale ?

Dans le milieu des annÃ©es 1990, les pays arabes et d'autres pays du continent ont reconnu le problÃ¨me de l'eau. Mais aucune stratÃ©gie arabe ou rÃ©gionale n'a Ã©tÃ© mise en place. C'est encore juste un rÃªve, dont nous espÃ©rons la rÃ©alisa Des projets existent nÃ©anmoins d'Ã©changer de l'eau entre le Tchad, le Soudan, l'Ã‰gypte et la Libye, mais l'eau n'est pas

propre. Avec la Tunisie, Ã©galement, des projets sont Ã l'Ã©tude. Nous avons aussi entamÃ© des nÃ©gociations avec la Tunis et l'AlgÃ©rie pour pomper ensemble l'eau du bassin commun de BagadÃ¨s, au sud de l'Arabie. Depuis cinquante ans, ce bassin est utilisÃ© par les AlgÃ©riens et les Tunisiens pour irriguer les palmeraies de la rÃ©gion.

Avez-vous initiÃ© des projets avec des Ã‰tats africains ?

Oui, plusieurs projets initiÃ©s par la Libye sont Ã l'Ã©tude. Notamment de prendre de l'eau au Congo et de l'apporter dans d'autres pays africains. Il y a des projets pour relier l'eau des riviÃ¨res et crÃ©er une sorte de pipeline, d'aqueduc des pays producteurs d'eau vers ceux qui en manquent. Nous pensons Ã©galement pour rÃ©soudre les problÃ¨mes de sÃ©cheresse du Sahel, mettre en place, sur le pourtour mÃ©diterranÃ©en, des grandes usines de dessalement de l'eau de mer et transporter l'eau vers de grandes unitÃ©s dans les pays du Sahel. Ces idÃ©es sont Ã dÃ©velopper. .

Â

ResSourcesÃ‰tat de l'eau en Libye

L'interview de Omar SALEM - General Water Authority (Libye)Le projet GM-MR

L'eau, cadeau du dÃ©sert - reportage H2o

Le conflit d'intÃ©rÃªts est l'ennemi du dÃ©veloppement

Â

L'interview de GÃ©rard CHETBOUN

vice-prÃ©sident de Tams - Ã‰tats-Unis

propos recueillis par Nicole MARI lors du Symposium international de l'eau de Cannes

H2o - juin 2002

Â

Vice-prÃ©sident de Tams, sociÃ©tÃ© amÃ©ricaine d'ingÃ©nierie-conseil, en charge de l'Afrique, GÃ©rard Chetboun explique, Ã travers la situation de l'Ã‰thiopie, les conflits d'intÃ©rÃªts issus du partage de l'eau et des nÃ©cessitÃ©s conjointes de dÃ©veloppement.

Quelle est la spÃ©cificitÃ© du problÃ¨me de l'eau en Ã‰thiopie ?

L'Ã‰thiopie doit faire face Ã des problÃ¨mes courants d'utilisation des eaux. Elle a un problÃ¨me d'autant plus grave qu'elle jouit d'une grande disponibilitÃ© de l'eau. Mais du fait de certains accords, comme le principe d'Helsinki, elle ne peut exploiter ses eaux sans un accord prÃ©alable avec les pays en aval, l'Ã‰gypte et le Soudan. Le principe d'Helsinki dit que quand un pays exploite une certaine quantitÃ© d'eau, il est difficile de rÃ©duire cette quantitÃ© mÃªme si ce pays bÃ©nÃ©ficie d'un niveau de dÃ©veloppement assez avancÃ©. Ce principe fixe la demande telle qu'elle est aujourd'hui. Par consÃ©quent, il pÃ©nalise les pays non encore dÃ©veloppÃ©s, qui doivent entamer des nÃ©gociations pour augmenter leur demande. Or, dans la mesure oÃ¹ l'Ã‰thiopie se dÃ©veloppe, elle le fera au dÃ©triment de certaines quantitÃ©s d'eau qui ne vont pas arriver en Ã‰gypte. Donc, il y a conflit d'intÃ©rÃªts et il est indispensable, avant tout dÃ©veloppement, d'arriver Ã des accords entre les pays en amont et en aval.

Pourquoi ?

Le conflit est l'ennemi du dÃ©veloppement. Sans accords, il est aujourd'hui difficile Ã l'Ã‰thiopie de trouver des fonds d'investissements. Les bailleurs de fonds et la Banque mondiale refusent dans ces conditions d'accorder des prÃªts. Ainsi chaque pays est condamnÃ© Ã trouver un accord pour obtenir des financements et une aide internationale.

Quels sont les ressources et les besoins en eau de l'Ã‰thiopie ?

C'est peut-Ãªtre le pays qui a le plus de ressources. Il a la densitÃ© la plus forte au monde de potentiel de sites Ã©conomiquement valables de centrales hydroÃ©lectriques. Mais dans la rÃ©alitÃ©, le pays a souffert pendant plusieurs annÃ©es d'un systÃ¨me politique inadaptÃ© Ã son dÃ©veloppement et qui l'a fait reculer cinquante ans en arriÃ¨re. Il doit maintenant faire face Ã des critÃ¨res de dÃ©veloppement diffÃ©rents de ceux qui ont eu cours pendant cette pÃ©riode d'Ã©conomie planifiÃ©e. Aujourd'hui, le pays s'est ouvert Ã une Ã©conomie de marchÃ©. Donc, dans la mesure oÃ¹ l'eau est le pilier du dÃ©veloppement et qu'elle est disponible, le pays thÃ©oriquement peut accÃ©der au dÃ©veloppement. Pour cela, il a besoin d'investissements qui, et c'est un cercle vicieux, ne sont valables que si l'eau disponible est utilisÃ©e en accord avec les pays en aval. C'est une situation assez curieuse.

Ce qui signifie que l'Ã‰thiopie aujourd'hui manque d'eau ?

Non. Personne ne meurt de soif dans le pays. L'Ã‰thiopie ne manque pas d'eau, mais de moyens d'utiliser cette eau. C'est pourquoi nous avons mis sur pied un projet intÃ©grÃ© de dÃ©veloppement d'une rÃ©gion, Baro Akobo, commanditÃ© par Addi Abeba afin de lui servir de base dans les nÃ©gociations futures avec les pays en aval. Son coÃ»t global avoisine les 2,5 milliards de dollars sur 30 ans.

La situation est-elle identique pour l'Ã‰gypte et le Soudan ?

Non. L'Ã‰gypte bÃ©nÃ©ficie d'un certain dÃ©veloppement. Mais elle a toujours des problÃ¨mes d'eau car elle est dÃ©pendant des pays en amont. 80 % des eaux utilisÃ©es viennent d'Ã‰thiopie. Son niveau de dÃ©veloppement dÃ©pend de ses ressources en eau, qui ont atteint aujourd'hui, un pic. L'Ã‰gypte ne peut plus dÃ©velopper davantage. Elle a des contraintes. Elle risque de ne plus avoir d'eau. Si les pays en amont se dÃ©veloppent, ils le feront au dÃ©triment de l'Ã‰gypte. Ces pays ne peuvent s'en sortir qu'au moyen d'accords.

Comment s'accorder si le dÃ©veloppement de l'un est tributaire de celui de l'autre ?

Il y a toujours des concessions Ã faire. Le conflit d'intÃ©rÃªt est trÃ¨s fort. L'Ã‰gypte ne peut pas renoncer Ã poursuivre son dÃ©veloppement et Ã rÃ©aliser ses projets, dont celui d'amÃ©nager une mer intÃ©rieure Ã l'ouest d'Assouan. Pour le Soudan situation est diffÃ©rente, car le pays est beaucoup moins dÃ©veloppÃ© et a moins de projets.

Ce conflit d'intÃ©rÃªt peut-il dÃ©gÃ©nÃ©rer en une guerre de l'eau ?

Officiellement, les pays ont la volontÃ© d'arriver Ã un accord, mais dans quelle mesure ? On ne peut pas refuser Ã l'Ã‰thiopie le droit de se dÃ©velopper.

Dans ce contexte les transferts d'eau ne vont-ils pas alimenter les conflits ?

Non. Le transfert d'eau par dÃ©finition rÃ©pond Ã une demande de dÃ©veloppement et prÃ©voit un accord entre pays vendeur et pays bÃ©nÃ©ficiaire. Il apporte une stabilitÃ© rÃ©gionale et politique. Quand les intÃ©rÃªts s'entremÃªlent, il est plus facile d maintenir la paix avec le respect des traitÃ©s. Le transfert est la solution d'avenir pour rÃ©gler les problÃ¨mes d'eau. Le seul moyen d'Ã©viter les tensions entre les pays est l'interconnexion, qui permet un dÃ©veloppement durable. .

La solution passe par la concurrence et les subventions croisÃ©es

Â

L'interview de Bernard COLLIGNON

directeur de Hydroconseil - France

propos recueillis par Nicole MARI lors du Symposium international de l'eau de Cannes

juin 2002 Â© h2o.net

Directeur de Hydroconseil, bureau d'Ã©tudes spÃ©cialisÃ© dans les domaines de l'hydraulique et du dÃ©veloppement sur les aspects de gestion, d'appui aux opÃ©rateurs locaux avec pour cible, les populations Ã bas revenus des petites villes et des zones pÃ©ri-urbaines, Bernard Collignon livre son expÃ©rience africaine et brosse un tableau de la situation de l'eau sur le continent.

En tant qu'observateur particulier de l'Afrique, comment jugez-vous la situation de l'eau ?

Le service de l'eau s'est fortement dÃ©gradÃ© dans les annÃ©es 1970 et 1980, les compagnies des eaux n'ont plus investi alors que la population urbaine a doublÃ© en 12 ans. Le taux de couverture des besoins s'est effondrÃ©. En 1990, la donne a changÃ© avec l'irruption des opÃ©rateurs privÃ©s locaux et internationaux, qui, Ã l'exception de la CÃ´te d'Ivoire, Ã©taient quasiment absents en Afrique. Il y en a aujourd'hui de plus en plus : de grands groupes internationaux dans les grandes villes et des petites entreprises locales dans les petites villes ou dans des niches de marchÃ©, des quartiers ou des segments de population mal alimentÃ©s. Aujourd'hui, la situation a tendance Ã s'amÃ©liorer dans les secteurs de l'eau et de l'Ã©nergie, mais peu dans celui de l'assainissement.

Pourquoi ce secteur reste-t-il dÃ©ficitaire ?

Pour des raisons techniques, et parce que l'assainissement est surtout autonome. Les gens consomment trÃ¨s peu d'eau, et les densitÃ©s de populations ne sont pas fortes. La plupart des familles possÃ¨dent leurs propres fosses septiques. C'est une affaire privÃ©e, l'artisan construit la fosse et le camion la vidange. Il est impossible de faire fonctionner un Ã©gout dans ces conditions-lÃ et de monter une politique publique d'amÃ©lioration de l'assainissement autonome. Au Burkina-Faso nÃ©anmoins, l'Ã‰tat est intervenu de maniÃ¨re efficace avec un trÃ¨s bon programme d'assainissement financÃ© sur fonds propres. Ce pays, l'un des plus pauvres du monde, n'ayant pas d'argent pour financer des latrines chez tout le monde, a dÃ©cidÃ© d'octroyer une aide, une "carotte", qui reprÃ©sente 10 Ã 20 % du montant des latrines. Le principe est simple : les familles ont droit Ã la subvention, si elles achÃ¨tent un modÃ¨le amÃ©liorÃ© sur le plan sanitaire et environnemental. L'aide ne reprÃ©sente pas toujours le surcoÃ»t engendrÃ© par le modÃ¨le amÃ©liorÃ© mais c'est une incitation Ã tirer les standards vers le haut. La rÃ©ponse des usagers a Ã©tÃ© trÃ¨s positive. 50 % des familles de Ouagadougou sont entrÃ©s dans le systÃ¨me. La subvention est entiÃ¨rement financÃ©e par une surtaxe sur le prix de l'eau, c'est-Ã -dire que l'eau finance l'amÃ©lioration de l'assainissement. C'est assez classique, l'originalitÃ© est d'utiliser cette mÃ©thode pour financer les amÃ©liorations de l'assainissement autonome.

Quels sont les autres exemples de rÃ©ussite dans ce secteur ?

La success story, c'est la SODECI en CÃ´te d'Ivoire. Cette compagnie a le meilleur taux de connexion, soient 9 branchements pour 100 habitants, ce qui signifie que pratiquement chaque famille dispose d'un branchement. C'est, en mÃªme temps, une compagnie suffisamment rentable pour financer sur fonds propres une bonne partie de ses investissements, comme les extensions de rÃ©seau, sans dÃ©pendre des bailleurs de fonds. Alors que la plupart des sociÃ©tÃ©s d'eau africaines n'investissent que sur de l'argent pas cher, des prÃªts concessionnels ou des dons internationaux. La SODECI jouit Ã la fois d'un bon service, d'un bon niveau d'autofinancement et d'un trÃ¨s bon systÃ¨me de subventions croisÃ©es entre la capitale et les petites villes. Elle dessert 544 villes, c'est-Ã -dire autant que toutes les autres compagnies de la rÃ©gion. Par comparaison, EDM au Mali dessert 16 villes et SNDE en Mauritanie, 12. La

SODECI est capable de desservir des petites villes oÃ¹ elle est dÃ©ficitaire en limitant les frais. L'argent perdu est rÃ©cupÃ©rÃ© par une augmentation du tarif national. Ce systÃ¨me de subvention croisÃ©e est la solution pour alimenter les zones dÃ©sertiques et les habitats isolÃ©s. Mais il ne peut Ãªtre organisÃ© que si un gouvernement fait jouer la solidaritÃ© grÃ¢ce Ã fonds spÃ©cial alimentÃ© par un petit pourcentage des factures d'eau. C'est une pÃ©rÃ©quation, qui ne marche que quand 90 % de la population peut payer le supplÃ©ment afin que les 10 % restant bÃ©nÃ©ficient d'un service de l'eau.

Et les Ã©checs flagrants ?

D'abord, les pays, ou le taux de couverture est infÃ©rieur Ã 3 ou 4 pour 100 habitants. LÃ , une famille sur 5 est connectÃ©e. C'est le cas du Mali, du Niger et du Tchad. Personne ne peut dire qu'il y a un service de l'eau puisque la plupart des gens n'y ont pas accÃ¨s. Ensuite, les pays oÃ¹ il y a un rÃ©seau et des connexions mais pas d'eau dedans, comme en AlgÃ©rie ou au Kenya, oÃ¹ le service de l'eau ne marche absolument pas. Les entreprises publiques n'ont pas de stratÃ©gie de recouvrement de facture. Les tarifs, fixÃ©s par l'Ã‰tat Ã un niveau trop bas, pas rÃ©aliste, ne couvrent pas le coÃ»t d'exploitation. RÃ©sultat : le service se dÃ©grade.

Comment analysez-vous ce qui s'est passÃ© aux Comores oÃ¹ Vivendi a reÃ§u beaucoup d'argent pour un service qu'il n'a pas rendu et a fui, bÃ©nÃ©fices rÃ©alisÃ©s, devant la colÃ¨re des usagers ?

Les Comores sont un exemple trÃ¨s intÃ©ressant, car c'est un processus qu'on essaye de rÃ©pliquer dans d'autres pays avec les contrats DBL, Design, Build and Lease, oÃ¹ un opÃ©rateur est appelÃ© pour concevoir, construire et gÃ©rer. Le point faible de ce contrat est d'attirer une entreprise qui veut simplement faire de la marge sur les travaux. Rien ne garantit qu'elle aura envie d'assurer le service derriÃ¨re, souvent peu rentable. C'est ce qu'a fait Vivendi. Les Philippins appellent ce type de contrat : DBR, Design, Build and Remove. Mais ce n'est pas un problÃ¨me de compagnies privÃ©es, mais de banques d'investissements, comme la Banque mondiale, qui, ayant des procÃ©dures de dÃ©caissements trÃ¨s lourdes Ã mettre en œuvre, n'investissent que tous les 20 ans. Alors que dans le service de l'eau, on investit tous les ans. Le mÃ©canisme international de financement dÃ©sÃ©quilibre les contrats par l'espÃ©rance de revenus entre la construction et l'exploitation. Dans un rÃ©seau en trÃ¨s mauvais Ã©tat, les investissements de dÃ©part sont trÃ¨s forts et le marchÃ© de travaux peut reprÃ©senter l'Ã©quivalent de 20 annÃ©es de recettes d'exploitation. Les enjeux sont tellement disproportionnÃ©s que quand une compagnie obtient le contrat de travaux, il y a toujours le risque qu'elle ne soit pas intÃ©ressÃ©e par l'exploitation.

Quelle est la solution ?

Je ne vais pas parler de solution, mais d'ingrÃ©dients. L'ingrÃ©dient de base, c'est la concurrence, c'est l'Ã©lÃ©ment vital. Le secteur privÃ© ne peut jouer un rÃ´le intÃ©ressant que s'il est sous le feu de la concurrence au niveau de la production, des marchÃ©s publics et de la distribution. Il existe des exemples de mise en concurrence rÃ©guliÃ¨re dans certaines villes, oÃ¹ les concessions sont accordÃ©es par quartier pour une durÃ©e de 5 ans. Les rÃ©sultats des compagnies opÃ©rant dans les quartiers diffÃ©rents sont mis en balance lors du prochain appel d'offres. Sans compÃ©tition, pour maintenir un bon niveau de service, les gouvernements sont obligÃ©s de mettre en place des organismes de rÃ©gulation. Ce qui relÃ¨ve du rÃªve dans des pays africains confrontÃ©s Ã la corruption et oÃ¹ la loi ne rÃ¨gne pas. Par contre, la concurrence est un instrument de rÃ©gulation naturelle qui marche partout.

Ce systÃ¨me concurrentiel existe-t-il en Afrique ?

Oui, en Somalie. Toute personne, qui veut fournir de l'eau, est libre d'investir, de construire un forage, de poser des tuyaux et d'avoir des clients. Il y a peu de contraintes lÃ©gales, mais un risque politique fort que les opÃ©rateurs privÃ©s mesurent. Ils ne cherchent pas de l'argent facile, mais une vision sur l'avenir et la certitude de ne pas Ãªtre expropriÃ©. C'est le grand risque dans ce secteur. Les opÃ©rateurs s'en protÃ¨gent par leur clientÃ¨le. Il y a un exemple Ã©tonnant en Mauritanie, oÃ¹ 200 petits concessionnaires ont des contrats de dÃ©lÃ©gation de gestion d'un mois, toujours renouvelÃ©s. Ces contrats sont rarement cassÃ©s, car le faire Ã©quivaudrait pour un responsable politique Ã prendre le risque de couper l'eau. Tant que le service marche, le contrat aussi.

Quelle est votre position sur le prix de l'eau ?

L'ambiguÃ¯tÃ© vient du terme "eau", alors que nous parlons du service et de la fourniture d'eau. C'est rÃ©ellement une matiÃ¨re premiÃ¨re avec tout ce que cela implique de travail humain. Le dÃ©bat est polluÃ© par la symbolique. Pour une mÃ©nagÃ¨re africaine, l'eau n'a jamais Ã©tÃ© quelque chose de pur et de gratuit, c'est de la sueur qu'elle va chercher Ã la borne fontaine et c'est de l'argent. Elle achÃ¨te de l'eau et fait des arbitrages chaque matin, selon l'argent dont elle dispose, entre acheter l'eau ou perdre du temps Ã aller le chercher. C'est le cercle vicieux de la pauvretÃ©. Pour les pauvres, l'accÃ¨s aux services de base est cher et laisse moins de temps pour sortir de la pauvretÃ©. Pour cette mÃ©nagÃ¨re, l'eau n'est pas un bien social, c'est une marchandise. Elle ne refusera pas de payer un porteur, qui peut mÃªme Ãªtre son fils. Porteur d'eau est un mÃ©tier de pauvre.

Quelle est la part de revenu qu'un mÃ©nage africain consacre Ã l'eau ?

De l'ordre de 1 %. L'eau gÃ©nÃ¨re, de la mÃªme maniÃ¨re, environ 1 % des emplois informels. Un chef de famille consacre, en milieu urbain, 10 % de ses revenus Ã tout ce qui concerne la maison, l'eau, l'Ã©lectricitÃ©, les impÃ´ts fonciers, etc. Plus il se rapproche du centre ville, plus c'est cher, mais plus il sera prÃ¨s du travail avec plus de chance de mieux gagner sa vie. C'est un arbitrage que fait une famille, si elle a beaucoup d'actifs. Quand, dans un quartier, l'eau n'est pas chÃ¨re, souvent par compensation, les loyers le sont. Le propriÃ©taire fait du bas prix de l'eau un argument pour attirer des familles aux revenus plus Ã©levÃ©s. C'est d'ailleurs la grosse difficultÃ© des programmes d'amÃ©lioration des bidonvilles. Quand vous apportez, dans un bidonville, l'eau, l'Ã©lectricitÃ© et la voirie, les loyers s'envolent et vous chassez les habitants les plus pauvres. C'est systÃ©matique.

Les pauvres se trouvent donc dans une impasse ?

Pas nÃ©cessairement. Au Burkina Faso, en 1982, Sankara a sorti un dÃ©cret qui stipule que tout habitant de Ouagadougou est lÃ©galement propriÃ©taire de l'endroit oÃ¹ il habite. Cela n'a rien coÃ»tÃ© au gouvernement et, du jour au lendemain, tous les gens ont Ã©tÃ© rÃ©gularisÃ©s. On est passÃ© d'un trait de plume de 40 % d'habitat illÃ©gal Ã 0 %. Ces gens, devenus propriÃ©taires, ont amÃ©liorÃ© leur habitat. Cela a remarquablement marchÃ©.

OÃ¹ est, selon vous, le problÃ¨me de l'eau en Afrique ?

Le problÃ¨me, c'est que les grands absents des dÃ©bats sont les municipalitÃ©s. En France, vous n'imaginez pas de parler d'eau sans les maires. En Afrique, on le fait. On nÃ©gocie un contrat avec la banque, le gouvernement et l'entreprise internationale. C'est heureusement en train de changer avec la montÃ©e en puissance des collectivitÃ©s locales. Car s'il y a bien quelqu'un qui peut faire de la rÃ©gulation, ce sont les Ã©lus municipaux, plus permÃ©ables Ã l'opinion publique que les administrations nationales car plus proches. Le processus de dÃ©centralisation des pouvoirs, qui se met en place en Afrique, est, en ce sens, une belle opportunitÃ© pour l'avenir. .

Â

ResSourcesLes opÃ©rateurs indÃ©pendants de l'eau potable et de l'assainissement dans les villes africaines, par Bernard COLLIGON Marc VÃ‰ZINA - article publiÃ© par H2o.

Pour une dynamique de concertation Nord-Sud-Sud solidaire et mutuellement profitable

Â

Chedli FEZZANI

secrÃ©taire exÃ©cutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel - Tunisie

propos recueillis par Martine LE BEC-CABON

Atelier international de l'UNESCO sur les aquifÃ¨res africains - Tripoli, juin 2002

L'OSS, dont la naissance a coÃ¯ncidÃ© avec le sommet de Rio est l'une des rares organisations auxquelles l'Agenda 21 fait explicitement rÃ©fÃ©rence comme institution Ã caractÃ¨re novateur. L'organisation, qui dÃ¨s sa crÃ©ation s'est concentrÃ© sur la connaissance des ressources naturelles et la capitalisation des savoirs, a depuis 1997 complÃ¨tement recentrÃ© ses programmes, en vue d'apporter le soutien nÃ©cessaire aux processus nationaux et sous-rÃ©gionaux de mise en oeuvre de la Convention sur la Lutte contre la DÃ©sertification (CDD). C'est Ã ce titre que l'OSS a mis sur pied un dispositif d'observation et de suivi de l'environnement (le programme DOSE) au sein duquel un rÃ©seau d'observatoires de surveillance Ã©cologique Ã long terme est d'ores et dÃ©jÃ opÃ©rationnel dans 11 pays africains (AlgÃ©rie, Cap Vert, Ã‰gypt Ã‰thiopie, Kenya, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, SÃ©nÃ©gal et Tunisie). Au-delÃ de la collecte d'informations sur l'Ã©tat des ressources et sur la dynamique de la dÃ©sertification, le programme dÃ©veloppe des outils de mesure de l'impact des activitÃ©s humaines ainsi que divers outils d'aide Ã la dÃ©cision. Par ailleurs, un autre programme, le programme SID/SISEI, dÃ©veloppÃ© en partenariat avec l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche, a permis la mise en place des premiers portails internet, dÃ©diÃ©s aux politiques environnementales. "Les divers outils que nous avons Ã©laborÃ©s - systÃ¨mes d'information, indicateurs, tableaux de bord - visent en premier lieu Ã permettre aux institutions et Ã‰tats de disposer d'informations fiables sur la dÃ©gradation des ressources et d'engager en toute connaissance de cause les actions de prÃ©vention, de correction et de renforcement adÃ©quates", explique Chedli Fezzani, SecrÃ©taire exÃ©cutif.

Le programme AquifÃ¨res

Parmi ses programmes de gestion durable, l'OSS a entre autre lancÃ© le programme "AquifÃ¨res des grands bassins". CentrÃ© autour de la gestion concertÃ©e des ressources en eau non renouvelables de la zone sahÃ©lo-saharienne, ce programme vise Ã favoriser la mise en place, par les pays, de stratÃ©gies et d'outils communs de gestion concertÃ©e des aquifÃ¨res partagÃ©s. Il s'est initialement concentrÃ© sur les deux grands systÃ¨mes nord-africains : le systÃ¨me aquifÃ¨re du Sahara septentrional (SASS), partagÃ© par l'AlgÃ©rie, la Tunisie et la Libye, et couvrant une superficie d'un million de km2 et le systÃ¨me aquifÃ¨re nubien, plus connu par sa superficie (2 millions et quelques de km2) et partagÃ© entre la Libye, l'Ã‰gypte, le Soudan et le Tchad. L'observatoire a notamment publiÃ© une monographie du systÃ¨me nubien Ã l'appui des diverses recherches effectuÃ©es pendant vingt ans par l'UniversitÃ© de Berlin. Son travail s'Ã©tend aujourd'hui aux autres aquifÃ¨res sahÃ©lo-sahariens : le bassin des Illumenden, partagÃ© par le Niger, le Nigeria et le Mali, ou encore le bassin cÃ´tier sÃ©nÃ©galo-mauritanien, essentiel pour le dÃ©veloppement agricole local.

Une conscience nouvelle de bassin partagÃ©

"La connaissance de ces systÃ¨mes, notamment subsahariens Ã©tait restÃ©e trÃ¨s vague, souvent tronquÃ©e aux limites politiques des Ã‰tats et globalement trÃ¨s Ã©parpillÃ©e", explique Chedli Fezzani, "Les informations relevaient aussi le plus souvent des compagnies pÃ©troliÃ¨res ou miniÃ¨res (comme cela a Ã©tÃ© le cas pour le bassin Taoudani, partagÃ© entre l'AlgÃ©rie, le Niger et le Mali, et longtemps exploitÃ© pour l'uranium) ; mais elles ne remontaient jamais jusqu'aux Ã‰tats ou institutions nationales concernÃ©s pour des projets de dÃ©veloppement". En comblant ces lacunes, les projets dÃ©veloppÃ©s dans le cadre de l'OSS leur donne l'occasion de se rapprocher et de se concerter. Ils contribuent par lÃ Ã l'Ã©mergence d'une conscience de bassin partagÃ©. L'effort permet aussi in fine de stabiliser les populations de ces rÃ©gions - leur milieu naturel, condition premiÃ¨re d'une politique de dÃ©veloppement maÃ®trisÃ©.

Un partenariat Sud-Sud solidaire

Initialement fondÃ©e sur l'idÃ©e du partenariat Nord-Sud, l'approche de l'OSS s'ancre aujourd'hui dans une dynamique de concertation Nord-Sud-Sud "solidaire" et "mutuellement profitable". L'action trÃ¨s forte de l'Observatoire en Afrique du Nord s'Ã©tend d'ores et dÃ©jÃ sur une large partie de l'Afrique de l'Ouest ; mais elle va aussi progressivement se dÃ©velopper en Afrique de l'Est, Ã l'appui notamment d'une coopÃ©ration plus active avec l'IGAD, l'AutoritÃ© Intergouvernementale pour le DÃ©veloppement (regroupant Djibouti, l'Ã‰thiopie, l'Ã‰rythrÃ©e, le Kenya, la Somalie, le Soudan et l'Ouganda). L'organisati a par ailleurs Ã©tÃ© sollicitÃ©e par d'autres pays ou groupes de pays intÃ©ressÃ©s par le modÃ¨le de Suivi-Ã‰valuation dÃ©v par conjointement dÃ©veloppÃ© avec le CILSS, dont la Chine ou encore le GRULAC, Groupe de pays d'AmÃ©rique latine et des CaraÃ¯bes. Sur la problÃ©matique de l'eau en Afrique, le modÃ¨le de gestion des aquifÃ¨res mÃ©riterait sans doute d'Ãªtre aussi dupliquÃ© sur les eaux de surface. "Le Nil, le Niger, le ZaÃ¯re ou le ZambÃ¨ze, l'Afrique dispose d'important potentiels de dÃ©veloppement, mais lÃ encore trÃ¨s mal maÃ®trisÃ©s", constate Chedli Fezzani, "Des commissions existent, qui sont insuffisamment opÃ©rationnelles ou qui manquent de moyens. Il faudrait les renforcer, adapter leurs structures. C'est lÃ tout le drame des institutions scientifiques africaines, dÃ©mesurÃ©ment rigides et figÃ©es. FondÃ©es il y a vingt ans pour combler une insuffisance nationale, la majoritÃ© d'entre elles sont aujourd'hui sclÃ©rosÃ©es. Y remÃ©dier supposerait nÃ©anmoins de rÃ©former toute une ancienne classe de managers et d'imposer comme niveaux critÃ¨re d'excellence, la compÃ©tence et l'engagement d'Ãªtre au service d'une autre vision de l'Afrique telle que celle prÃ´nÃ©e par l'UA et le NEPAD". Le propos est clair et sans dÃ©tour. .

Â

OSS - Observatoire du Sahara et du Sahel

Â

L'Observatoire du Sahara et du Sahel - OSS, a prÃ©sentÃ© Ã Johannesburg ses dix ans d'action. TrÃ¨s engagÃ©e dans les problÃ©matiques de l'eau en Afrique, l'organisation a dÃ©veloppÃ© une approche pragmatique aujourd'hui en passe de se dupliquer dans d'autres rÃ©gions d'Afrique ou du globe.

BasÃ©e Ã Tunis, l'OSS compte parmi ses membres : 20 pays africains, 4 pays europÃ©ens (Allemagne, France, Italie, Suisse) plus un certain nombre d'organisations sous-rÃ©gionales Ã l'instar du ComitÃ© inter-Ã‰tats de lutte contre la sÃ©cheresse dans le Sahel (CILSS), de l'AutoritÃ© Intergouvernementale pour le DÃ©veloppement (IGAD), de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) ou de la CommunautÃ© des Ã‰tats SahÃ©lo-Sahariens (CEN-SAD), auxquelles se sont jointes plusieurs institutions des Nations Unies dont l'UNESCO, l'UNITAR et le SecrÃ©tariat de la UNCCD.

Observatoire du Sahara et du Sahel

Â

ResSourcesWSSD - World Summit on Sustainable Development, Johannesburg

Nations unies - Archives Presse

RÃ©f. PNUE/57 pour le rapport GEO-3

RÃ©f. PNUE/63 pour le rapport AÂ

Â